

Agence de Colmar  
184 rue du Ladhof  
68000 COLMAR  
Tel 03 67 30 06 21  
colmar@alpes-contrôles.fr

Référence : 900S180G PGC - PGC 1

Date d'édition : 27/10/2025

Rapport comportant : 26 pages

## PGC

### Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé Catégorie 2

#### OPERATION

LUTTERBACH - CENTRE MEDICAL LALANCE - TRAVAUX DE MISE EN  
SECURITE INCENDIE ET TRAVAUX ANNEXES

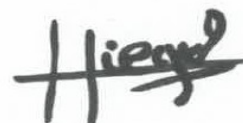
Centre Médical Lalance  
68460 LUTTERBACH



#### Maître d'ouvrage

COMITE CENTRAL ENTREP UGECAM ALSACE  
10b, avenue Achille Baumann BP 70104  
67403 ILLKIRCH CEDEX

Le coordonnateur SPS  
Emilie HIEGEL



# LISTE DE DIFFUSION

Indice	Date	Coordonnateur	Phase Opération	Observations
01	27/10/2025	HIEGEL Emilie	Conception / PRO-DCE	

Diffusion :

Diffusion	COMITE CENTRAL ENTREP UGECAM ALSACE			
	Monsieur HABER Didier	Maître d'ouvrage	didier.haber@ugecam.assurance-maladie.fr	
	EGIS			
	Monsieur REGENT Antoine	Mandataire de l'équipe MOA	Antoine.REGENT@egis-group.com	

# SOMMAIRE

1.	PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT	1 page
2.	PRESENTATION DU PROJET	1 page
3.	PRESENTATION DES INTERVENANTS	1 page
4.	PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS	1 page
5.	MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	20 pages

# 1. PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT

## 1.1 Objet du document

Le présent Plan Général de Coordination définit des mesures à mettre en Oeuvre en matière de coordination de la sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le document précise pour chaque tâche relative à la prévention des risques en matière de sécurité et de protection de la santé, dans le cadre de la coactivité :

- Le risque éventuel,
- Une mesure de prévention proposée,
- La ou les entreprises en charge de sa réalisation, de son entretien, et celles chargées financièrement de la tâche sont précisées dans :
  - ▶ Les chapitres 4 et suivants
  - ▶ CCTP et/ou DPGF et/ou CCAP s'ils ont été fournis

Le document ne précise pas les mesures de prévention relatives aux risques propres des entreprises, générés par elles-mêmes pour leurs propres salariés, relevant de leurs seules responsabilités.

Il ne présente pas de mesures liées aux risques générés par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'oeuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Les dispositions du présent document pourront, dans le cadre de la réalisation des PPSPS des entreprises, être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations.

## 1.2 Etat contractuel à la date de rédaction du PGC

Suivi du marché de coordination en matière de sécurité et protection de la sante par Bureau Alpes Contrôles :

- Offre de contrat retournée signée par le Maître d'ouvrage le 02/05/2018.

## 2 PRESENTATION DU PROJET

### 2.1 Description succincte

Nom de l'opération :	LUTTERBACH - CENTRE MEDICAL LALANCE - TRAVAUX DE MISE EN SECURITE INCENDIE ET TRAVAUX ANNEXES
Adresse :	Centre Médical Lalance 68460 - LUTTERBACH
Type d'ouvrage :	Centre médical
Type de toiture :	Toitures terrasse et faible pente

Présentation générale de l'ouvrage faisant objet du présent PGC et des conditions de sa réalisation :

Le chantier consiste en des travaux de mise en sécurité incendie avec travaux annexes au sein du Centre Médical Lalance, sis rue Lalance à Lutterbach (68460).

### 2.2 Documents de base pour la réalisation du présent PGC, transmis par le Maître d'ouvrage

Dossiers de plans	Date
Plans DCE	23/10/2025
Pieces écrites	Date
CCTP des différents lots	23/10/2025
Autre	Date
Rapports de repérage amiante avant travaux	27/10/2025
Diagnostic plomb avant travaux	27/10/2025

### 2.3 Informations administratives sur l'opération

#### 2.3.1 Classement de l'opération

L'opération est classée par le Maître d'ouvrage en catégorie 2.

#### 2.3.2 Déclaration préalable

Elle doit être transmise aux organismes de prévention par le Maître d'ouvrage.

#### 2.3.3 Obligations relatives au classement et au montant de l'opération

Les entreprises, titulaires et sous-traitantes, **y compris les entreprises individuelles et artisanales**, sont soumises à l'obligation de réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

L'opération étant classée en Catégorie 2, les entreprises titulaires et sous-traitantes réalisant des travaux comportant des risques sont soumises à l'obligation de réalisation de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

#### 2.3.4 Prévision d'effectifs

L'effectif moyen prévisionnel pour les travaux est de : 8 personnes

L'effectif de pointe prévisionnel est de : 10 personnes

### 2.4 Informations sur le planning de l'opération

#### 2.4.1 Calendrier général des travaux

Phase actuelle de l'opération pour établissement du présent PGC :

- DCE
- Début des travaux : Mai 2026
- La durée d'exécution des travaux est de : 12 mois de travaux

# 3 PRESENTATION DES INTERVENANTS

## 3.1 Intervenants Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'Oeuvre

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Maître d'ouvrage	COMITE CENTRAL ENTREP UGECAM ALSACE	10b, avenue Achille Baumann BP 70104 67403 ILLKIRCH CEDEX Tel : 03-90-40-62-10
	Monsieur HABER Didier	didier.haber@ugecam.assurance-maladie.fr
Mandataire de l'équipe MOA	EGIS	10 Avenue Pierre Mendès 67300 SCHILTIGHEIM
	Monsieur REGENT Antoine	Antoine.REGENT@egis-group.com
Architecte	ABFP Architectes	28, boulevard de la Marne 67000 STRASBOURG abfp@orange.fr
CSPS	BUREAU ALPES CONTROLES	184 rue du Ladhof 68000 COLMAR Tel : 0681830267 colmar@alpes-controles.fr
	Madame HIEGEL Emilie	Tel : 0672021023 ehiegel@alpes-controles.fr

## 3.2 Organismes de prévention

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
DREETS	DREETS	Rue Coehorn 68100 Mulhouse Tel : 03 68 35 45 00 ddetspp-uc3@haut-rhin.gouv.fr
CARSAT	CARSAT	1 route de Rouffach 68000 COLMAR Tel : 03 69 45 10 12 Fax : 03 89 21 62 21 prevention.contact.entreprises68@carsat-am.fr
OPPBTP	OPPBTP	Espace Européen de l'Entreprise 67300 SCHILTIGHEIM Tel : 03 88 31 36 00 grandest@oppbtp.fr

## 3.3 Marchés - Lots - Entreprises

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Lot 01 - INSTALLATION DE CHANTIER ECHAFAUDAGE - CURAGE - STRUCTURE - ETANCHEITE		
Lot 02 - MENUISERIE EXTERIEURE ALUMINIUM - SERRURERIE METALLERIE		
Lot 03 - MENUISERIE INTERIEURE BOIS - SIGNALETIQUE INTERIEURE		
Lot 04 - CLOISON - PLATRERIE - PLAFONDS - PEINTURE		
Lot 05 - REVETEMENTS DE SOLS SOUPLE & DUR - FAIENCE		
Lot 06 - CHAUFFAGE - VENTILATION - DESENFUMAGE - PLOMBERIE		
Lot 07 - ELECTRICITE		

## 4. PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS

Les chapitres suivants du présent document décriront les sujétions en matière de mise en oeuvre des dispositions de sécurité, celles-ci seront réparties suivant les modalités ci-après :

### Par intervenant :

Abréviation	Corps d'état	Lot(s) concerné(s)
GO	INSTALLATION DE CHANTIER ECHAFAUDAGE - CURAGE - STRUCTURE - ETANCHEITE	Lot 01 - INSTALLATION DE CHANTIER ECHAFAUDAGE - CURAGE - STRUCTURE - ETANCHEITE
MEX	MENUISERIE EXTERIEURE ALUMINIUM - SERRURERIE METALLERIE	Lot 02 - MENUISERIE EXTERIEURE ALUMINIUM - SERRURERIE METALLERIE
MIN	MENUISERIE INTERIEURE BOIS - SIGNALETIQUE INTERIEURE	Lot 03 - MENUISERIE INTERIEURE BOIS - SIGNALETIQUE INTERIEURE
PLAQ	CLOISON - PLATRERIE - PLAFONDS - PEINTURE	Lot 04 - CLOISON - PLATRERIE - PLAFONDS - PEINTURE
SOL	REVETEMENTS DE SOLS SOUPLE & DUR - FAIENCE	Lot 05 - REVETEMENTS DE SOLS SOUPLE & DUR - FAIENCE
PB	CHAUFFAGE - VENTILATION - DESENFUMAGE - PLOMBERIE	Lot 06 - CHAUFFAGE - VENTILATION - DESENFUMAGE - PLOMBERIE
EL	ELECTRICITE	Lot 07 - ELECTRICITE
MO	Maîtrise d'Ouvrage	Maître d'ouvrage - COMITE CENTRAL ENTREP UGECAM ALSACE
MOE	Maîtrise d'Oeuvre	Mandataire de l'équipe MOA - EGIS
CSPS	Coordonnateur sécurité et protection de la santé	CSPS - BUREAU ALPES CONTROLES

EC	Entreprise Concernée par l'activité et les risques décrits
TCE	Tous Corps d'Etats
CES	Corps d'Etats Secondaires
CP	Compte prorata
SO	Sans objet

### Par intervention :

#### Installation :

- Le titulaire réalise les travaux au titre de son marché, en assure les études de mise en oeuvre, les vérifications techniques réglementaires et la levée des réserves éventuelles.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, le(s) décisionnaire(s) demandant cette application sera précisé.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

#### Entretien :

- Les dépenses correspondantes seront attribuées au lot indiqué, comprenant toutes reprises, compléments et apports complémentaires afin d'assurer son objet initial, vérifications techniques complémentaires suivant besoins et la levée des réserves éventuelles.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

## 5. MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

<b>5.1</b>	<b>MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE) .....</b>	<b>2</b>
5.1.1	Contraintes d'environnement .....	2
5.1.1.1	Particularités du site .....	2
5.1.1.2	Réseaux .....	2
5.1.1.3	Conditions d'accès au site .....	3
5.1.1.4	Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux .....	3
5.1.1.5	Chantier(s) limitrophe(s) connu(s), ouvert(s) ou prévu(s) à la date de rédaction du présent document .....	3
5.1.1.6	Etablissements industriels, commerciaux, de proximités .....	3
5.1.1.7	Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier .....	3
5.1.1.8	Prévention liée à la présence d'amiante .....	4
5.1.1.9	Prévention liée à la présence de plomb .....	5
5.1.2	Organisation générale du chantier .....	6
5.1.2.1	Installations de chantier : Généralités .....	6
5.1.2.2	Installations de chantier : Base vie .....	6
5.1.2.3	Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage .....	7
5.1.2.4	Installation de chantier : Contrôle d'accès au chantier .....	7
5.1.2.5	Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4) .....	7
5.1.2.6	Circulations sur le chantier .....	8
5.1.2.7	Conditions et délimitations des zones de stockage ou entreposage .....	8
5.1.2.8	Nettoyage et Gestion des déchets .....	8
5.1.2.9	Conditions de manutentions des matériaux et matériels .....	9
5.1.2.10	Moyens mis en commun : Echafaudages .....	10
5.1.2.11	Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel .....	11
5.1.3	Consignes communes à toutes les entreprises .....	12
5.1.3.1	Protections collectives .....	12
5.1.3.2	Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises .....	13
<b>5.2</b>	<b>MESURES DE PREVENTION PAR PHASE .....</b>	<b>15</b>
5.2.1	ANALYSE DE RISQUES .....	15
<b>5.3</b>	<b>INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>18</b>
5.3.1	Affichage « En cas d'accident » .....	18
5.3.2	Principe du Réseau Electrique du chantier .....	19
5.3.3	Projet de Plan d'Installation de Chantier .....	19
5.3.2	Retours des concessionnaires (DT) et informations sur les réseaux transmises par les exploitants ....	19
5.3.3	Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476) 20	

## 5.1 MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)

### 5.1.1 Contraintes d'environnement

5.1.1.1 Particularités du site	Installation	Entretien
<b>Site de type</b> Urbain - Centre médical.		
<b>Bâtiment mitoyen</b> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		
<b>Voies de circulation</b> Rue Lalance.		

5.1.1.2 Réseaux	Installation	Entretien
Les déclarations de travaux et les coordonnées des concessionnaires sont disponibles sur le guichet unique : <a href="http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr">www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr</a>		
<b>Déclaration de projet de travaux (DT)</b> Déclaration de projet de travaux aux concessionnaires : Transmise par le Maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	MO	MO
<b>Déclarations d'Intention de Commencements de Travaux (DICT)</b> Les différentes Déclarations d'Intentions de Commencements de Travaux seront adressées, en temps opportun aux différents services concessionnaires et services techniques municipaux. Le rappel des consignes de l'encadrement aux intervenants chantier devra être formalisé.	EC	EC
<b>Réseaux connus par le CSPS à la rédaction du présent PGC</b> Réseaux enterrés connus : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Contraintes dues aux réseaux enterrés sur l'emprise du projet : Risques d'électrocution, explosion ou incendie lors des travaux de terrassement : <ul style="list-style-type: none"> <li>Repérer (baliser, marquer) le parcours des canalisations et l'emplacement des installations de façon très visible à l'aide de pancartes, banderoles, fanions, peintures ou tous autres dispositifs ou moyens équivalents. Ce balisage est réalisé avant le début des travaux et maintenu pendant toute leur durée.</li> <li>Dévoier les réseaux</li> </ul>	GO	GO
Réseaux aériens connus : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Veiller à la présence de réseaux aériens sur la voie (problème d'approvisionnement, de montage de grue, d'échafaudage, etc...) Contraintes dues aux lignes aériennes électriques sur l'emprise du projet : Risques d'électrocution, mise en œuvre des prescriptions minimum suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>Délimitation de la zone de non accès le long de la ligne en respectant les distances de sécurité, au moyen d'un balisage par grillage orange hauteur 1 mètre.</li> <li>Mise en place de chaque côté de la ligne, de gabarits de passage conservant la distance de sécurité réglementaire en vue de passer sous la ligne.</li> <li>Le cas échéant, attente intervention isolation ou consignation du réseau par le concessionnaire concerné avant de débiter les travaux</li> </ul>	GO	GO



5.1.1.3 Conditions d'accès au site	Installation	Entretien
<b>Horaires d'accès au chantier</b> Dans le cas d'horaires postés, information obligatoire à transmettre au coordonnateur SPS.	EC	EC
<b>Voie d'accès au chantier</b> ➤ Voies existantes d'accès : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	TCE	TCE
<b>Parkings</b> ➤ Véhicules chantier : autorisés sur les emplacements à proximité du chantier – emplacements à préciser en phase préparation de chantier.	TCE	TCE

5.1.1.4 Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux	Installation	Entretien
➤ Information des usagers et coordination à assurer ➤ Mise en œuvre préalable d'une signalisation routière, temporaire de chantier ➤ Emprise d'une zone de chantier (stockage, bennes, bungalows) ➤ Emprise pour mise en œuvre d'échafaudages extérieurs ➤ Emprise à prévoir pour circulations véhicules et piétons pour la réalisation des travaux	EC	EC


5.1.1.5 Chantier(s) limitrophe(s) connu(s), ouvert(s) ou prévu(s) à la date de rédaction du présent document	Installation	Entretien
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		

5.1.1.6 Etablissements industriels, commerciaux, de proximités	Installation	Entretien
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		

5.1.1.7 Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier	Installation	Entretien
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <b>Type d'activités : Centre médical</b>		
<b>Contraintes d'activités</b> Les contraintes liées à l'activité du site sont les suivantes :		
➤ Information préalable aux interventions : L'établissement restera pendant toute la durée du chantier en activité. Toute coupure de fluides de quelque nature que ce soit, ou intervention risquant de produire des nuisances sonores, vibratoires ou de circulations internes ou externes devra impérativement faire l'objet d'une information préalable, et d'un accord écrit du Maître d'ouvrage, ou par l'intermédiaire des comptes rendus de réunions hebdomadaires de chantier.	TCE	TCE
➤ Horaires spécifiques : les horaires définis avec le MOA devront être respectés.	TCE	TCE
➤ Organisation des circulations : Séparation des accès et flux chantier et occupants par des barrières Héras et cloisons fixes (à maintenir en place).	TCE	TCE
➤ Délimitation des zones de travaux ou à risques particuliers : l'ensemble des zones de travaux devront se situer dans les zones clôturées.	TCE	TCE
➤ Consignes de sécurité propre à l'établissement : à définir lors du démarrage des travaux.	TCE	TCE
➤ Croisement de flux : aucune circulation autorisée en dehors de la zone dédiée au chantier.	TCE	TCE
➤ Fléchage des nouveaux parcours et accès utilisateurs : Mise en place et information des utilisateurs concernant leurs accès lors de la phase chantier.	MOA	MOA

5.1.1.7 Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier	Installation	Entretien
➤ Accès des véhicules et approvisionnements : à définir avec le MOA durant la phase de préparation.	TCE	TCE
➤ Conservation et balisage des issues de secours : les issues de secours ainsi que la voie pompiers devront être maintenues dégagées (aucun stockage ni stationnement autorisé).	TCE	TCE

5.1.1.8 Prévention liée à la présence d'amiante	Installation	Entretien
<p>Pour tout bâtiment impacté par les travaux dont le permis de construire est antérieur au 1er Juillet 1997, un <b>rapport de repérage amiante avant travaux prévu aux articles L4412-2 et R4412-97</b> doit être fourni au CSPS et ses conclusions doivent être intégrées au PGC.</p> <p><b>RAPPORT DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</b></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> <b>Oui</b>   <input type="checkbox"/> <b>Non</b></p> <p>Les rapports de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ont été réalisés le : 12/03/2018</li> <li>- Par la société : EXPERT HABITAT &amp; INDUSTRIE INGENIERIE</li> <li>- Ils portent les références : BATAMEDEE-UGECAM ; BATEXTENSION-UGECAM</li> </ul> <p>Conclusion des repérages amiante :</p> <p>Présence de matériaux contenant de l'amiante : <input type="checkbox"/> <b>Oui</b>   <input checked="" type="checkbox"/> <b>Non</b></p> <p>Voir les rapports de repérage des produits et matériaux contenant de l'amiante joints au DCE.</p>	MO	
<p><b>Mesures de prévention spécifiques</b></p> <p><b>Toutes les entreprises s'assureront que toutes les zones sur lesquelles elles doivent intervenir ont bien été prises en compte dans le diagnostic.</b></p> <p>Dans le cas contraire et en cas de découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, lors de la réalisation des présents travaux, ces matériaux devront impérativement être laissés en place et signalés au Maître d'ouvrage ou à son représentant, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS. Ceux-ci préciseront la marche à suivre pour le traitement de ces matériaux.</p>	TCE	

5.1.1.9 Prévention liée à la présence de plomb	Installation	Entretien
<p>Selon la directive de la DIRECCTE CENTRE de mars 2014 le Diagnostic plomb avant travaux est obligatoire dans les conditions suivantes :</p> <p>La date de construction des bâtiments impactés par les travaux et la nature des travaux imposent le diagnostic plomb selon le tableau suivant.</p>  <p><b>RAPPORT DE DIAGNOSTIC PLOMB AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</b></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> <b>Oui</b>   <input type="checkbox"/> <b>Non</b></p> <p>Le diagnostic plomb :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- a été réalisé le : 15/03/2018</li> <li>- Par la société : EXPERT HABITAT</li> <li>- Il porte la référence : UGECAM-CENTRE MEDICAL LALANCE</li> </ul> <p>Conclusion des diagnostics plomb :</p> <p>Présence de matériaux contenant du plomb <input checked="" type="checkbox"/> <b>Oui</b>   <input type="checkbox"/> <b>Non</b></p> <p>Pour toute intervention sur des matériaux contenant du plomb, respecter l'ED 909.</p> <p>Liste des matériaux contenant du plomb :</p> <p>Voir le diagnostic plomb joint au DCE.</p>	MO	

## 5.1.2 Organisation générale du chantier

5.1.2.1 Installations de chantier : Généralités	Installation	Entretien
<b>Panneau de chantier</b>		
Mise en place d'un panneau réglementaire incluant l'ensemble des intervenants du chantier et leurs coordonnées suivant CCTP	GO	GO
<b>Plan d'Installation de Chantier (PIC)</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le Plan d'Installation de Chantier sera à soumettre pour visa au Maître d'œuvre et avis au Coordonnateur SPS, pendant la phase de préparation du chantier,</li> <li>➤ Celui-ci doit faire apparaître très clairement les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Base vie (vestiaires, réfectoires et sanitaires)</li> <li>• Accès et parkings des véhicules</li> <li>• Cheminements utilisables</li> <li>• Zones concernées par les travaux</li> <li>• Zones de stockage</li> <li>• Toute indication supplémentaire demandée pendant la phase de préparation, par le MO, le MOE, le CSPS</li> </ul> </li> </ul>	GO	

5.1.2.2 Installations de chantier : Base vie	Installation	Entretien
<b>Locaux communs à toutes les entreprises</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les locaux communs à tous les intervenants autorisés à accéder au chantier (Maîtrise d'ouvrage, Maîtrise d'œuvre, entreprises), ci-dessous désignés doivent obligatoirement être mis en place pendant la période de préparation de chantier. Cette base vie devra impérativement être opérationnelle jusqu'à la fin de chantier.</li> <li>➤ Ces locaux devront être implantés en dehors du périmètre d'influence ou de risques notamment des zones d'activités (hors zone d'évolution des engins de levage, zone de forte circulation de production, zone de forte circulation aux stockages).</li> <li>➤ Coûts de location, mise en œuvre et branchements des cantonnements sanitaires/lavabos pour Tous Corps d'Etats et locaux Maîtrise d'œuvre, OPC, CSPS, déplacements en cours de chantier par phases générales définies par l'OPC et enlèvement en fin de chantier.</li> </ul>	GO	GO
<p>Ces locaux devront comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Cantonnements sanitaires/lavabos pour Tous Corps d'Etats, éclairés, chauffés et aérés <b>et dimensionnés pour 10 personnes</b>, comprenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 cabinet et 1 urinoir, ou 2 cabinets pour 20 personnes</li> <li>• 1 lavabo pour 10 personnes,</li> <li>• 1 point d'eau potable à disposition ou 3 litres au moins par jour et par travailleurs</li> <li>• En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un WC et un lavabo devront être installés en plus de l'installation de base</li> </ul> </li> <li>➤ Cantonnements pour vestiaires et réfectoires pour Tous Corps d'Etats : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vestiaires : 1,25m² + 1 armoire par salarié</li> <li>• Réfectoire : 1, 50m² par salarié + équipements adaptés</li> <li>• En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un vestiaire spécifique devra être installé en plus de l'installation de base</li> </ul> </li> <li>➤ Nettoyage journalier à assurer.</li> </ul> <p><b>OU locaux dans l'existant respectant les mêmes prescriptions, après accord préalable du maître d'ouvrage et prise en compte des remises en état en fin de chantier.</b></p>	GO	GO
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Tous les cheminements piétons praticables par tous les temps et sécurisés, à l'ensemble des cantonnements précités devront être prévus.</li> </ul>	GO	GO

➤ La configuration et l'environnement du site exigent une rationalisation des surfaces pour le chantier, aussi il est impératif de transmettre, pendant la période de préparation du chantier, les besoins de chaque entreprise. Toute demande d'une entreprise après la période de préparation, sera examinée au cas par cas, et pourra être refusée.	GO	GO
➤ Coûts exploitation (Consommables)	GO	GO

5.1.2.3 Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage	Installation	Entretien
<b><u>Clôture de chantier</u></b>		
➤ Balisage à mettre en place par clôture hauteur 2m + signalisation autour de l'ensemble de la zone de chantier (base vie, tour d'accès...).	GO	GO
➤ Mise en place d'un balisage/cloisonnement et d'une signalisation pour les travaux intérieurs selon les phases de travaux.	GO	GO
<b><u>Signalisation et Balisage</u></b>		
➤ Signalisation à l'extérieur du site : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Entrée / Sortie de chantier, dans chaque sens de la circulation en signalisation d'approche et de positionnement</li> </ul>	GO	GO
➤ Signalisation au droit des clôtures : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Panneaux « Chantier interdit au public » sur les clôtures de chantier.</li> </ul>	GO	GO
➤ Autres éléments de signalisation : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une signalisation et un balisage pour la mise en sécurité des travailleurs doit être mise en place</li> </ul>	GO	GO

5.1.2.4 Installation de chantier : Contrôle d'accès au chantier	Installation	Entretien
<b><u>Bureau de trafic et de contrôle d'accès</u></b>		
Prévu par le maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		
<b><u>Gardiennage du chantier</u></b>		
Prévu par le maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		

5.1.2.5 Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4)	Installation	Entretien
<b><u>Installation électrique de chantier</u></b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mise en place d'une armoire de chantier pour assurer les besoins du chantier et l'alimentation de la base vie ; les alimentations se feront sous fourreaux enterrés ou sur poteaux provisoires.</li> <li>➤ Mise en place de coffrets de chantier dans les zones de travaux de telle sorte à ne pas avoir à utiliser des rallonges de plus de 25m.</li> <li>➤ Mise en place d'éclairage de chantier.</li> <li>➤ Aucune rallonge défectueuse ou équipement portatif défectueux ne sera tolérée sur le chantier. Dans le cas contraire, ceux-ci seront automatiquement mis au rebut.</li> <li>➤ Les installations électriques et l'éclairage de chantier devront être vérifiées par un organisme agréé avant toute mise en service. Les réserves éventuelles devront impérativement être levées par le chef d'entreprise du lot concerné avant toute utilisation.</li> </ul>	GO-EL	GO-EL
<b><u>Eclairage provisoire</u></b>		
➤ Pour les besoins du chantier et pour certaines interventions il sera obligatoirement réalisé un éclairage temporaire d'appoint.	EC	EC

5.1.2.6 Circulations sur le chantier		Installation	Entretien
<b><u>Circulations extérieures aux bâtiments, dans l'emprise du chantier</u></b>			
➤ Utilisation des voies existantes – à maintenir en parfait état de propreté		TCE	TCE
<b><u>Circulations horizontales</u></b>			
➤ Les circulations à l'intérieur des bâtiments seront aménagées de manière à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Protéger les ouvriers contre tout risque de chute de plain-pied.</li> <li>• Permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel.</li> </ul>		TCE	TCE
<b><u>Circulations verticales</u></b>			
➤ Mise en œuvre d'une tour échafaudage d'accès en toiture (toiture terrasse niv R+4 du bâtiment Extension) ; mise en place de garde-corps provisoires en périphérie de cette toiture.		GO	GO
➤ Aucune circulation autorisée sur les autres toitures, non protégées contre le risque de chute de hauteur.		TCE	TCE
➤ Echelles d'accès ponctuels et réglementaires  Les accès échelles devront être strictement limités aux accès ponctuels et sans manutentions manuelles et devront dans ce cas respecter les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Echelle dépassant le niveau à atteindre de 1.00 m, fixée en tête et en pied</li> <li>• Aménagement d'une plate-forme protégée par garde-corps au niveau à atteindre</li> <li>• Echelle d'accès des personnels uniquement (pas de matériau ou de matériel porté)</li> </ul> Une échelle n'est pas un poste de travail.		EC	EC
5.1.2.7 Conditions et délimitations des zones de stockage ou entreposage		Installation	Entretien
➤ Tout le matériel devra être stocké dans la zone de travaux ou dans les zones clôturées identifiées sur le PIC.		TCE	TCE
➤ Les circulations devront rester libres de tous stockages ou autres.		TCE	TCE
➤ Tout stockage ou entreposage, devra être correctement calé ou stabilisé avec des moyens adaptés aux équipements ou matériaux, évitant tout renversement.		TCE	TCE
5.1.2.8 Nettoyage et Gestion des déchets		Installation	Entretien
<b><u>Nettoyage de chantier</u></b>			
Le chantier sera nettoyé quotidiennement et au fur et à mesure du déroulement des TRAVAUX.  En cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, les travaux de nettoyage pourront être ordonnées par la MOA à une entreprise tierce à charge de la/les entreprises défaillantes.		EC	EC



5.1.2.10 Moyens mis en commun : Echafaudages	Installation	Entretien
➤ Indication, sur le planning d'exécution, des périodes de disponibilité des moyens mis en commun.	MOE	MOE
<b>Installation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>Montage d'échafaudages de façade dont l'objectif sera : Mise en commun des échafaudages pour assurer des plates-formes de travail pour les entreprises intervenant <u>sur les façades des bâtiments</u>.</b></li> <li>➤ Les échafaudages seront conformes au décret 924-2004 du 1er septembre 2004 et à la recommandation R408 de la CNAMTS</li> <li>➤ L'implantation de l'échafaudage doit être située au maximum à 20 cm de la façade, dans le cas contraire, des garde-corps intérieurs devront être installés</li> <li>➤ Mise en place au droit des entrées des bâtiments, de protections contre les chutes d'objets (auvents, filets...)</li> </ul>	GO	GO
<b>Vérification avant mise à disposition</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ S'assurer et mettre à disposition sur l'échafaudage la fiche de vérification du montage de l'échafaudage.</li> </ul>	GO	GO
<b>Convention de mise à disposition et d'utilisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ L'installateur proposera dès la phase de préparation le matériel qu'il prévoit de mettre à disposition pour le chantier, et proposera également une convention de mise à disposition et d'utilisation de celui-ci.</li> </ul>	GO	GO
<b>Pour chaque entreprise utilisatrice (hors installateur)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Planifier ses interventions en tenant compte de la période de mise à disposition des échafaudages.</li> <li>➤ Indiquer à l'entreprise installatrice, par l'intermédiaire de l'OPC, pendant la période de préparation du chantier, ses besoins relatifs à une utilisation des échafaudages. Les données à transmettre seront les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Niveau des plateaux en fonction de ses travaux</li> <li>• Surcharge utile nécessaire à la réalisation de ses travaux</li> </ul> </li> </ul>	EC	EC
	EC	EC



5.1.2.11 Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	Installation	Entretien
<b>Consignes – Services d'urgences</b> ➤ Consignes à retrouver en affichage extérieure de la base vie Fiche d'appel des secours en annexe	GO  TCE	GO  TCE
<b>Mesures d'évacuation</b> ➤ L'évacuation des blessés selon la gravité des blessures peut se faire par ambulance en empruntant la voie d'accès préalablement dégagée.	TCE	TCE
<b>Déclaration d'accident</b> ➤ Chaque entreprise se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident, préviendra le CSPS le plus rapidement possible (au plus tard sous 24 heures) et rédigera un compte-rendu relatant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter tout renouvellement du même accident.	TCE	TCE
<b>Mesures de secours et de communication sur le site</b> ➤ Chaque entreprise sur le site disposera d'une trousse de premiers secours ➤ Chaque entreprise disposera d'un téléphone <b>toujours</b> accessible sur le chantier. ➤ Mise en place (et remplacement en cas d'utilisation et de vol jusqu'à la fin du chantier + inspection mensuelle + maintenance annuelle) d'extincteurs portatifs dans ou à proximité immédiate des locaux où sont stockés ou utilisés des produits inflammables.	TCE  TCE  TCE	TCE  TCE  TCE
<b>Secouriste</b> ➤ Il est exigé pour toute la durée du chantier, une présence d'un secouriste dans la proportion de 1 pour 20 salariés effectivement présents sur le chantier.	TCE	TCE

## 5.1.3 Consignes communes à toutes les entreprises

### 5.1.3.1 Protections collectives

#### **Note préliminaire :**

Les différentes mesures de protection collective, sont décrites pour celles qui sont à mettre en œuvre obligatoirement, dans le "**Chapitre 5.2 - Mesures de prévention par phase**" et dans l'ensemble des chapitres précédents.

Chacune d'entre elles est à **la charge d'une entreprise définie**, celle-ci assure sa mise en œuvre, sa maintenance, son retrait.

Le retrait d'une protection collective mise en œuvre par une entreprise n'est possible que dans les conditions suivantes :

- Après mise en œuvre des ouvrages définitifs, faisant protection collective définitive, ou supprimant le risque (garde-corps sur trémie ascenseur remplacé par les portes définitives de l'ascenseur par exemple)
- Après suppression du risque en cours de chantier
- Pour réalisation de travaux nécessitant la dépose de la protection collective : respecter la procédure **ci-après**.

#### **Retrait provisoire d'une protection collective :**

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui, pour l'exécution de sa tâche, doit momentanément modifier une protection collective, **doit obligatoirement** :

- Dispositions préalables :
  - Informer préalablement le Coordonnateur SPS, la maîtrise d'œuvre
  - Justifier le retrait de la protection collective en place par l'impossibilité d'exécuter sa tâche par quelque moyen que ce soit
  - Proposer la mise en œuvre d'une autre protection collective d'un niveau équivalent
  - Indiquer les éventuels moyens de protection individuelle à adopter temporairement, ou pendant toute la durée de la tâche, pour son personnel ainsi que pour celui d'autres entreprises éventuellement
- Méthodologie :
  - Mettre en œuvre la nouvelle protection collective
  - Déposer la précédente
  - Maintenir pendant toute sa durée d'intervention la nouvelle protection mise en œuvre
  - Réaliser son intervention
  - Remettre en œuvre l'ancienne protection collective
  - Déposer la protection remplaçante

#### **Autres protections collectives :**

Dans le cas où l'évolution du chantier, par modification de planning par exemple, impliquerait la modification ou l'ajout d'une nouvelle protection collective, une entreprise sera désignée par le Maître d'œuvre après concertation avec le Coordonnateur SPS et les entreprises concernées afin d'installer et entretenir celle-ci.

#### **Règles de responsabilité des protections collectives :**

	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
➤ Mise en œuvre des protections collectives par lot à l'avancement. Chaque entreprise est tenue de mettre en place les protections collectives des ouvrages qu'elle bâtit.	EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective par le lot titulaire de l'installation	EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective due à une autre entreprise que celle installatrice	EC (frais à la charge de l'entreprise défaillante)	EC (frais à la charge de l'entreprise défaillante)

### 5.1.3.2 Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises

**Les dispositions suivantes sont à respecter par TOUTES les entreprises (titulaires, sous-traitantes ou travailleurs indépendants) :**

#### **Procéder avec le CSPS à une inspection commune :**

- Pour cela, Il est nécessaire de disposer d'un ordre de service, ou d'une notification du marché.
- Demande de **réalisation d'une inspection commune** par l'entreprise prenant en compte sa date d'intervention et ses délais de réalisation de PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé), dans un délai compatible avec l'exercice de la mission du CSPS pour organiser le rendez-vous.
- ou sur convocation du CSPS par l'intermédiaire du Registre Journal de Coordination. Le CSPS reste juge de la date de programmation de l'Inspection Commune.
- Les intervenants restent totalement responsables d'une demande de réalisation anticipée si leur intervention est elle-même anticipée. En cas de manquement à une convocation pour une inspection, l'entreprise devient responsable de tout retard éventuel dû au respect de la procédure d'autorisation d'accès au chantier en matière de sécurité et de prévention de la santé.
- Chaque intervenant, titulaire ou sous-traitant, sera représenté par une personne informée des travaux à réaliser (conducteur de travaux ou chef de chantier) à même de décider des moyens de prévention à mettre en place et à transmettre ces informations aux équipes intervenantes.
- Préalablement à inspection commune, chaque intervenant diffusera au CSPS :
  - un projet de PPSPS décrivant les modes opératoires envisagés avec un planning et les mesures de prévention associées ;
  - la liste des travaux sous-traités ainsi que les coordonnées des sous-traitants

La forme des inspections commune sera décidée par le CSPS : Inspections communes individuelles ou par phase.

#### **Rédiger et Transmettre son PPSPS ainsi que tout élément demandé par le CSPS lors de l'inspection commune, avant son intervention sur le chantier :**

L'entreprise explicite sa méthodologie d'intervention dans son PPSPS, pour toute prestation incluse dans son marché, en respectant les exigences du PGC et les demandes formulées lors de l'inspection commune.

L'entreprise joindra à son PPSPS toutes les fiches de données de sécurité (FDS) des produits qu'elle prévoit d'utiliser, détaillera les méthodologies, les mesures de protection collectives qu'elle mettra en œuvre, ainsi que les risques exportés vers les autres intervenants et les parades mises en œuvre. Le cas échéant, un avenant complètera le PPSPS pour tout nouveau produit ou modification de produit par rapport au PPSPS initial.

### **Transmettre le PGC et son PPSPS à son sous-traitant éventuel :**

- Organiser l'inspection commune de ses sous-traitants et demander l'agrément au MO pour chacun des sous-traitants.
- Transmettre à son personnel les informations de prévention à respecter, (connaissances du travail exact à effectuer, de la position des cantonnements et leurs équipements, des moyens d'alerte, des numéros de téléphone d'urgence et leur localisation, des procédures spécifiques d'évacuation, des consignes en cas d'accident ou d'incendie). Les intérimaires et fournisseurs sont soumis aux mêmes obligations que tout entrepreneur titulaire d'un marché de travaux agréé par le Maître d'ouvrage. Il est de la responsabilité pleine et entière de l'entreprise de procéder à l'accueil de ses intérimaires ou fournisseurs, par tout moyen approprié (note spécifique, procédure). Ces indications seront reportées dans le PPSPS de l'entreprise titulaire.
- Transmettre, au cours de toute l'opération plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés par le CSPS. En particulier, tous les rapports de contrôle réglementaire à la mise en service seront transmis avec la justification écrite de la levée de toutes les éventuelles remarques.

### **Modalités d'accès aux seules personnes autorisées, en matière de prévention :**

Les personnes autorisées « sécuritairement » à accéder au chantier sont les personnels des entreprises titulaires ou sous-traitantes, qui sont :

- Informées par les entreprises :
  - Des mesures SPS contenues dans le PGC
  - Des mesures SPS recueillies lors de l'inspection commune avec le coordonnateur SPS
  - Des mesures SPS contenues dans le PPSPS de l'entreprise
- Respectueuses de l'ensemble de ces dispositions.

En cas de non-respect constaté des consignes SPS, les personnes en cause ne sont plus autorisées et le coordonnateur SPS peut être amené à prendre les dispositions suivantes :

- Arrêt du poste de travail
- Convocation immédiate de la personne en cause avec l'interlocuteur sécurité de l'entreprise, pour relecture des consignes
- Consignation dans le registre journal des événements et consignes reformulées, avec visa des personnes concernées
- Autorisation de la reprise du poste de travail

En outre, seuls les personnels des entreprises agréées par le maître d'ouvrage seront autorisés à accéder au chantier.

### **Travaux :**

Durant toute l'opération, les entreprises doivent :

- Viser le Registre Journal
- Assurer la présence d'au minimum une personne de l'entreprise maîtrisant la langue française sur le chantier
- Transmettre tous plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés en cours de chantier par le coordonnateur.

## MESURES DE PREVENTION PAR PHASE

### Préambule

Ce chapitre est décomposé par phase de travaux. Pour chacune d'entre elle, en fonction des co-activités, l'analyse de risques se présente de la manière suivante dans les tableaux ci-dessous :

- Risque prévisible en fonction des tâches et éléments techniques connus à ce jour
- Mesures de prévention collectives pour la réalisation des travaux intégrant les risques liés à la co-activité à mettre en place en place par le lot.

Les mesures définies par phase se cumuleront en fonction de l'avancement du chantier, sans oublier les mesures générales définies dans les chapitres précédents.

Les entreprises (titulaires ou sous-traitantes chargées de travaux) devront impérativement expliciter dans leur PPSPS les méthodologies qu'elles prévoient de mettre en œuvre dans le cadre de leur analyse de risques. Cette méthodologie devra clairement expliciter le type de moyens correspondants nécessaires à la prévention des risques qui ressortent de l'analyse. Cette analyse, propre aux travaux de l'entreprise, devra **au minimum** reprendre les points énumérés ci-dessous.

### 5.2.1 ANALYSE DE RISQUES

	Installation	Entretien
<b>Risques électriques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Etablissement des DICT auprès de tous les services concessionnaires</li> <li>➤ Contrôle des installations électriques de chantier, y compris des bases vie</li> <li>➤ <b>Consultation des plans de récolement, repérage et demande de neutralisation des réseaux incorporés aux ouvrages à démolir ou à reprendre</b></li> <li>➤ <b>Consignation ou neutralisation des réseaux incorporés aux ouvrages à démolir ou à reprendre par du personnel habilité.</b></li> </ul>	EC	EC
<b>Risques liés aux démolitions : heurt, écrasement, chute</b> Mesures générales : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Consultation des plans de récolement, analyse de l'existant afin de déterminer les moyens d'étaisements (nécessite une note de calcul si &gt; 6m) et phasages nécessaires aux travaux de démolition ou de reprise en sous œuvre</li> <li>➤ Réalisation une étude détaillée afin de déterminer :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- le procédé de démolition et les moyens mécaniques à mettre en œuvre,</li> <li>- la séquence des démolitions, notamment afin de ne pas surcharger les planchers existants avec des gravats ou une circulation d'engins,</li> <li>- les étaisements nécessaires le cas échéant,</li> <li>- la stabilité des éléments restants (tenir compte des effets du vent) ou contiguës/mitoyens (y compris sous-sol),</li> <li>- le périmètre de sécurité.</li> </ul> </li> </ul> Le mode opératoire de l'entreprise devra être validé avant intervention par un BET STRUCTURE. <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Délimiter les emplacements de chute et en interdire physiquement l'accès à toute autre entreprise.</li> <li>➤ <b>Mise en œuvre de protections collectives provisoires réglementaires pour tout risque de chute à l'avancement des démolitions / du curage.</b></li> <li>➤ Après démolition au droit d'un joint de dilatation, curage des éléments restants, notamment les éléments de construction en porte-à-faux, puis mise en place d'un filet de protection afin de limiter tout risque de chute d'éléments non curés.</li> <li>➤ Mesures conservatoires pour les démolitions <u>sur les ouvrages maintenus</u> : Avant toute démolition, renforcer, s'il y a lieu et en fonction des recommandations du Bureau d'études Structure par tout procédé approprié, les parties désolidarisées restantes. Mettre en place, préalablement les protections collectives appropriées et fournir aux personnels les EPI réglementaires nécessaires pour mise en œuvre de ces protections collectives.</li> </ul>	GO	GO
	GO	GO
	GO	GO
	GO	GO

	Installation	Entretien
<b>Risques de blessures</b> ➤ Protection des aciers verticaux et latéraux en attente	EC	EC
<b>Risques d'écrasement et de chute de matériels</b> ➤ Balisage des zones en travaux en hauteur afin d'éviter les coactivités verticales par le passage de personnel ➤ Stockage des matériaux de façon à éviter tous risques de chute ou de déstabilisation ➤ Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol	EC EC EC	EC EC EC
<b>Risques liés à la présence de plomb</b> ➤ Identifier sur site les zones contenant du plomb après démolition/curage. Pendant les travaux : ➤ L'entreprise effectuera, avant le démarrage des travaux, un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol. ➤ Réaliser les travaux en l'absence de coactivité. ➤ Intervention de personnel formé. ➤ Isoler la zone de travaux pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur, par la mise en place d'un confinement, y compris SAS, notamment pour les travaux de démolition et de préparation des fonds de peinture contenant du plomb. ➤ Interdire l'accès à la zone de travaux sur les ouvrages contenant du plomb ➤ Installation à mettre en œuvre au démarrage des travaux : deux locaux aménagés en vestiaires collectifs situés près de la sortie des locaux impactés, le premier étant exclusivement réservé au rangement des vêtements de ville et le second au rangement des vêtements de travail. Des douches assurent la communication entre les deux vestiaires. ➤ Mise en place de panneaux « interdiction de manger et de fumer en vêtement de travail » dans les parties communes du chantier. Après les travaux : ➤ Réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur avec filtre haute efficacité – balayage proscrit. ➤ L'entreprise effectuera, <u>avant restitution</u> des locaux à une autre entreprise/occupants, un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol.	Toute entreprise devant intervenir sur des ouvrages contenant du plomb.	Toute entreprise devant intervenir sur des ouvrages contenant du plomb.
<b>Risques de chute</b> ➤ Mise en œuvre de protections collectives provisoires réglementaires pour tout risque de chute à l'avancement. ➤ Maintien des protections mises en place suite aux déposes. ➤ Utilisation de moyens conformes pour les travaux en hauteur ➤ Trémies et réservations <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place de protection fixée des trémies et réservations ;</li> </ul> ➤ Façades et toitures <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Travaux en façades : Montage d'échafaudage de façade dont l'objectif sera d'assurer des plateformes de travail pour les entreprises intervenant sur les façades des bâtiments.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en œuvre d'échafaudages conformes au décret 924-2004 du 1er septembre 2004 et à la recommandation R408 de la CNAMTS</li> <li>L'implantation de l'échafaudage doit être située au maximum à 20 cm de la façade, dans le cas contraire, des garde-corps intérieurs devront être installés</li> <li>Mise en place au droit des entrées des bâtiments, de protections contre les chutes d'objets (auvents, filets...), y compris au droit des cheminements et cours accessibles aux usagers.</li> </ul> </li> </ul>	EC TCE EC EC GO	EC TCE EC EC GO

	Installation	Entretien
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Toiture terrasse niv R+4 du bâtiment Extension : mise en place de garde-corps provisoires en périphérie et d'une tour d'accès</b> (conforme au décret 924-2004 du 1er septembre 2004 et à la recommandation R408 de la CNAMTS);</li> <li>• <b>Autres toitures : Aucune circulation sur les autres toitures, en l'absence de protection périphérique collective existante.</b></li> <li>• Déconnexion des équipements présents en toiture préalablement à toute intervention.</li> </ul>	GO	GO
➤ Baies libres	TCE	TCE
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Protection des baies libres ou des allèges inférieures à 1 m ou des portes fenêtres par mise en place de protections provisoires en tableaux.</b></li> <li>• Maintien des protections collectives en ouverture de baies. La dépose de celles-ci sera conditionnée par la pose immédiate des menuiseries ou de garde-corps au fur et à mesure. Pose à deux compagnons, pour éviter la proximité vide, et utilisation un EPI avec arrimage sur système d'ancrage mobile en blocage 3 points : haut, bas et mur extérieur, ou autre procédé respectant les mêmes exigences en mode opératoire sécurisé.</li> <li>• Pose impérative des vitrages au fur et à mesure de la pose des menuiseries avec affichage obligatoire (et son suivi durant le chantier) sur les vitrages « interdiction d'ouverture ; danger de chute » dans le cas de non mise en place des gardes corps de balcons ou des allèges en tableaux. Une obturation provisoire interdisant l'ouverture de ses menuiseries devra être mise en place dans l'attente des protections des balcons.</li> </ul>	GO	GO
	MEX	MEX
	MEX	MEX
<b>Risques d'écrasement et de chute de matériels</b>		
➤ Stockage des matériaux de façon à éviter tous risques de chute ou de déstabilisation	EC	EC
➤ Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol	EC	EC
<b>Risques d'incendie</b>		
➤ Extincteur adapté conservé à proximité des travaux par points chauds et surveillance pendant 2 heures après la fin de ces travaux.	EC	EC
➤ Les éléments inflammables sont à éloigner ou à protéger.		
<b>Risques d'intoxication, d'explosion</b>		
➤ Ventilation des locaux si l'on utilise des solvants	EC	EC
➤ Interdiction de fumer dans le bâtiment et la base vie		
<b>Risques de chute d'objets</b>		
➤ Percements en plafonds et dalles : balisage des zones d'intervention, en partie haute et en partie basse, pour prévenir la chute de gravats liés au percement	EC	EC
➤ Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol.	EC	EC
<b>Risques de blessures, émission de poussières</b>		
➤ Installer vos zones de découpes / poste de travail dans une pièce identifiée – pas dans une zone de circulation.	EC	EC
➤ Privilégier le captage à la source		



## 5.3 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### 5.3.1 Affichage « En cas d'accident »



OPPBTP  
La prévention BTP

# En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

## Téléphonez au :

**18**  
Pompiers

**112**  
Centre d'appels secours

**15**  
Samu

### et dites...

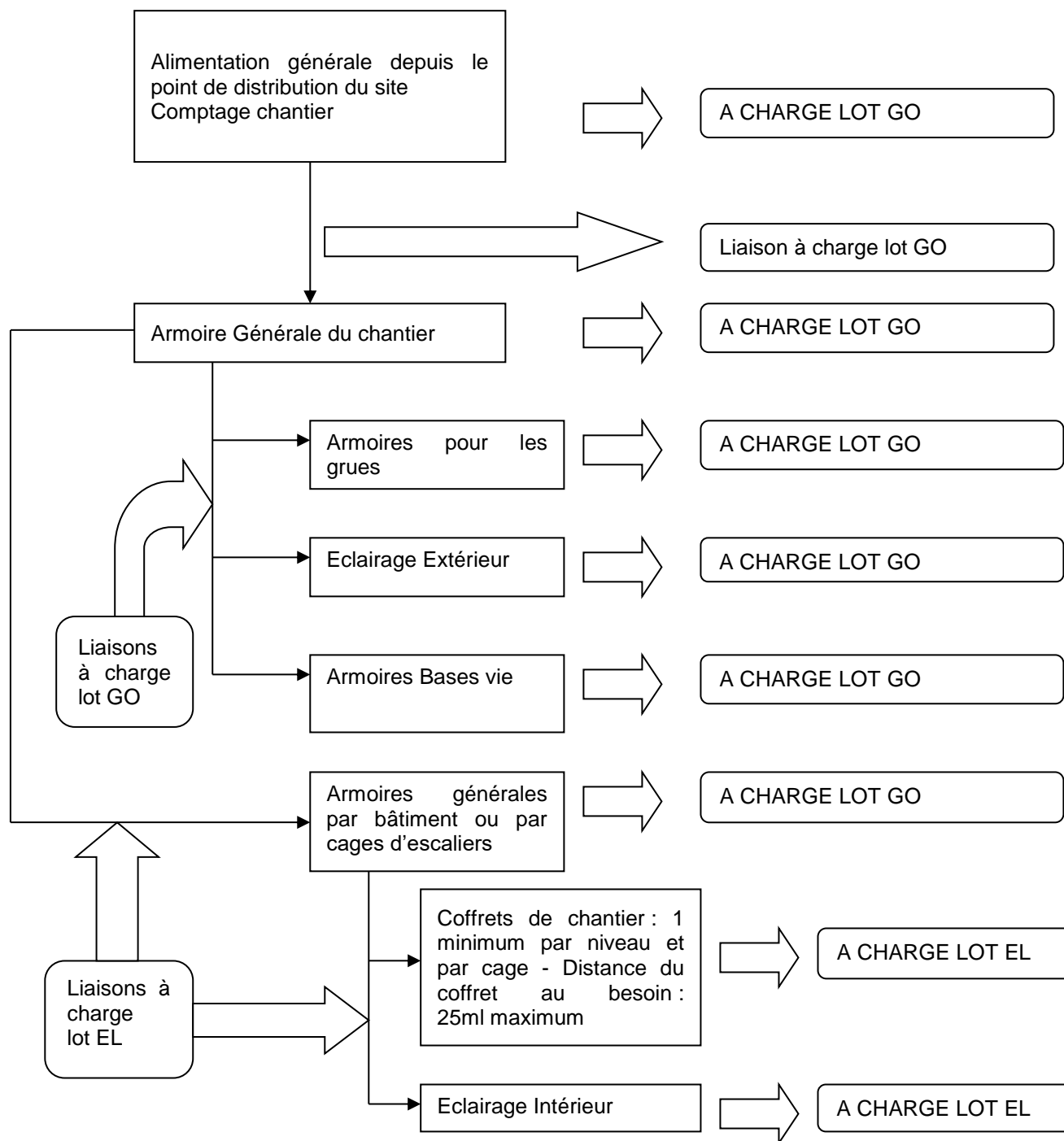
- 1 Ici chantier** CENTRE MEDICAL LALANCE  
À (commune ou arrondissement) LUTTERBACH  
N° Rue RUE LALANCE  
En face de  
Téléphone
- 2 Précisez la nature de l'accident**  
*Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...*  
Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.  
*Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...*
- 3 Signalez le nombre de blessés et leur état**  
*Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.*
- 4 Décrivez l'intervention du secouriste**  
*Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...*
- 5 Fixez un point de rendez-vous**  
et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.
- 6 Faites répéter le message**  
Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste à jour mentionnant leur nom doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.





### 5.3.2 Principe du Réseau Electrique du chantier



### 5.3.3 Projet de Plan d'Installation de Chantier

A transmettre par le lot 01 en phase préparation de chantier.

### 5.3.2 Retours des concessionnaires (DT) et informations sur les réseaux transmises par les exploitants

Non transmis.

### 5.3.3 Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)

Pour la présente opération, le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité (D.H.O.L.), dont la trame est présente ci-dessous, doit être mis en œuvre par les entreprises sur le chantier.

#### Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité

<b>CSPS</b>	Nom	HIEGEL Emilie	Tél.	
<b>Mise à jour</b>	Date de modification	27/10/2025	Eléments modifiés	

Partie à remplir par le CSPS			
Adresse chantier	Rue Lalance LUTTERBACH	Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPS)	Aucun moyen mutualisé
Contraintes horaires de livraisons	Centre Médical en activité		
Autres renseignements utiles (contraintes administratives,...)		Quai de déchargement	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Partie à renseigner par le client (entreprise du BTP)				
Nom de l'entreprise			Adresse siège	
Nom du réceptionnaire			Coordonnées du réceptionnaire	
Plages horaires de livraisons				
Présence chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non		
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>	
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier	Type	
		<input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur		
Autres renseignements utiles				